La politisation des jeunes et le fonctionnement associatif : exemples de deux associations locales faiblement institutionnalisées

Patricia Loncle and Céline Martin

Volume 4, Number 2, 2019

La dimension territoriale des parcours des jeunes. Première partie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1070497ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1070497ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut national de la recherche scientifique (INRS)

ISSN

2371-3054 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Loncle, P. & Martin, C. (2019). La politisation des jeunes et le fonctionnement associatif : exemples de deux associations locales faiblement institutionnalisées. *Revue Jeunes et Société*, 4(2), 113–136. <https://doi.org/10.7202/1070497ar>

Article abstract

Afin de comprendre les modalités concrètes de politisation collective des jeunes, le présent article s'intéresse au fonctionnement concret de projets associatifs pilotés soit exclusivement soit majoritairement par des jeunes. Pour ce faire sont étudiées deux associations locales faiblement institutionnalisées accueillant des publics réputés éloignés de l'engagement public : des jeunes en insertion sociale et professionnelle et des demandeurs d'asile. Le projet s'appuie sur les données qualitatives variées issues d'une recherche comparative concernant la participation des jeunes au niveau local dans huit villes européennes. La première partie de l'article est dédiée aux relations qui s'établissent au sein des deux associations entre bénévoles et bénéficiaires, et donc à l'idéal démocratique interne qu'elles révèlent (ou non). La deuxième partie propose une analyse des processus de politisation externes et des formes d'interpellation du système politique local par ces petites organisations. L'analyse comparée de ces deux associations permet, dans la discussion, de dégager des éléments de portée plus générale sur les conditions de politisation des associations locales de jeunes.

La politisation des jeunes et le fonctionnement associatif : exemples de deux associations locales faiblement institutionnalisées

Patricia Loncle

Université de Rennes, École des hautes études en santé publique (EHESP),
Arènes Unité mixte de recherche (UMR) 6051
patricia.loncle@ehesp.fr

Céline Martin

Université de Rennes, École des hautes études en santé publique (EHESP),
Arènes Unité mixte de recherche (UMR) 6051
celine.martin@ehesp.fr

Résumé

Afin de comprendre les modalités concrètes de politisation collective des jeunes, le présent article s'intéresse au fonctionnement concret de projets associatifs pilotés soit exclusivement soit majoritairement par des jeunes. Pour ce faire sont étudiées deux associations locales faiblement institutionnalisées accueillant des publics réputés éloignés de l'engagement public : des jeunes en insertion sociale et professionnelle et des demandeurs d'asile. Le projet s'appuie sur les données qualitatives variées issues d'une recherche comparative concernant la participation des jeunes au niveau local dans huit villes européennes. La première partie de l'article est dédiée aux relations qui s'établissent au sein des deux associations entre bénévoles et bénéficiaires, et donc à l'idéal démocratique interne qu'elles révèlent (ou non). La deuxième partie propose une analyse des processus de politisation externes et des formes d'interpellation du système politique local par ces petites organisations. L'analyse comparée de ces deux associations permet, dans la discussion, de dégager des éléments de portée plus générale sur les conditions de politisation des associations locales de jeunes.

Mots-clés : jeunes, associations locales, fonctionnement associatif, politisation interne et externe, France

The Politicization of Youth and the Functioning of Associations: Examples of Two Weakly Institutionalized Local Associations**Abstract**

This article aims to understand concrete modes of collective politicization among youth by looking at the practical functioning of projects undertaken by associations and exclusively or primarily managed by young people. To this end, we focus on two weakly institutionalized local associations, both of which serve groups typically considered to have low levels of public engagement: disaffected youth and young asylum seekers. The analysis is based on various qualitative data gathered during a comparative research study on youth engagement at the local level in eight European cities. The first section of the article looks at relationships between volunteers and beneficiaries within each association, and the extent to which these relationships reflect (or fail to reflect) an internal commitment to democracy. The second section explores external processes of politicization and the ways in which these small organizations engage with local politics. The discussion includes a comparative analysis of the two associations, in order to identify factors that have a more general influence on conditions for the politicization of local youth associations.

Keywords: youth, local associations, functioning of associations, internal and external politicization, France

Pour citer cet article : Loncle, P. et C. Martin (2019). La politisation des jeunes et le fonctionnement associatif : exemples de deux associations locales faiblement institutionnalisées. *Revue Jeunes et Société*, 4 (2), 113-136. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/185/122>

1. Introduction

Je voulais les [les demandeurs d'asile] aider pour qu'ils s'intègrent plus vite dans la vie en France (Malik¹, bénévole à l'Accueil, jeune homme, 35 ans, iranien).

Un jour je cherche ce que je peux faire sur X et hop j'suis arrivé sur ce projet [pour] m'ouvrir vraiment à des univers vraiment différents, du côté, on va dire, de société... (Anselme, bénéficiaire de l'Éprouvette, jeune homme, 19 ans, étudiant).

Ces deux extraits d'entretien conduits auprès de jeunes engagés dans des associations locales récentes donnent à voir deux types de raisons politiques présidant à l'engagement dans le secteur associatif. Dans le présent article, il s'agit de s'intéresser à ce que deviennent ces raisons lorsqu'elles sont confrontées aux fonctionnements associatifs et à ce que ceux-ci produisent en termes de positionnements politiques dans des projets de jeunes faiblement institutionnalisés et accueillant des publics marqués par différentes formes de précarité sociale et réputés éloignés de l'engagement public (des jeunes et des demandeurs d'asile) (Carrel, 2006; Hamidi, 2006; Greissler, 2014, 2015).

Un certain nombre de travaux ont permis d'établir le fait que les populations de jeunes tendent à avoir, encore plus que celles des adultes, une attitude distanciée vis-à-vis de la chose politique traditionnelle et favorisent des formes de mobilisation politiques éloignées des modalités d'expressions politiques classiques comme le vote ou l'inscription dans des partis politiques (on peut se référer, entre autres, à Muxel, 2001, 2018; Pleyers et Glasius, 2013; Becquet, 2014; Gallant et Garneau, 2016; Pickard et Bessant, 2018). Dans une autre perspective, d'autres travaux ont analysé les raisons politiques de l'adhésion associative et les types de processus de politisation qu'elles engendrent (ou pas) (voir, en particulier, Vermeersch, 2004; Duchesne et Hamidi, 2001; Hamidi, 2010; Simonet, 2010; Pruvost, 2015; De Luigi, Martelli et Pitti, 2018, Poisson, 2018). Enfin, une troisième entrée a consisté à mettre en évidence les liens qui sont éventuellement susceptibles de se nouer entre associations et action publique (voir notamment Battegay et Boubeker, 2001; Fung, 2003; Hamidi, 2016).

La question de l'impact concret du fonctionnement associatif sur la politisation des responsables associatifs et des bénévoles n'a, cependant, pas été traitée. Pourtant, cette question permettrait de comprendre quels sont les éléments nécessaires pour qu'un projet associatif de jeunes puisse porter une perspective politique, se consolider et, même, jusqu'à un certain point, être en mesure d'interpeller les acteurs publics de leur territoire d'implantation. Pour étudier ces éléments, deux cas associatifs sont comparés ici, de manière systématique, pour comprendre quelles sont les conditions pratiques du fonctionnement associatif qui permettent à des organisations de jeunes d'enclencher, ou non, des processus de politisation, soit du point de vue du projet associatif et de sa mise en œuvre, soit du point de vue de leurs capacités à interroger les contextes et les acteurs politiques qui leur sont propres.

¹ Pour protéger l'anonymat des personnes rencontrées, nous avons changé leur prénom ainsi que le nom des associations.

Pour qualifier les processus de politisation, et ainsi tenter de dépasser les difficultés de définition de la notion (Déloye et Haegel, 2016), nous avons opté pour la prise en compte de différents degrés, suivant en cela la suggestion de Carrel (2006) : un premier degré, peu formel, qui révèle un intérêt pour la chose publique et un second qui relève d'un engagement public plus marqué pouvant conduire à des engagements plus politiques (p. 43).

Par conséquent, afin de comprendre les éléments qui permettent de faire émerger des formes de politisation dans des associations faiblement institutionnalisées, l'article s'intéresse à la fois aux modalités de politisation assez minimales, orientées vers une compréhension des enjeux sociétaux et à des conditions de politisation plus clairement formulées, allant jusqu'à l'interpellation des pouvoirs publics. Cette question apparaît primordiale pour comprendre tant les formes d'engagement politique portées par les jeunes aujourd'hui que les capacités d'innovation des groupements associatifs de jeunes en termes de formulation de projets politiques et d'accompagnement des bénéficiaires vers une prise de conscience des environnements sociaux et politiques qui les concernent.

L'article s'appuie sur les données qualitatives issues d'une recherche européenne concernant la participation des jeunes au niveau local dans huit villes². L'accent est placé ici sur deux associations de petite taille implantées dans une ville moyenne et ayant fait l'objet d'études de cas extensives, réunissant des matériaux qualitatifs variés. Ces deux associations ont été choisies du fait de leur création récente (qui a permis d'étudier finement l'émergence et les premiers temps de fonctionnement), de la proximité de leurs installations (elles sont toutes les deux installées dans un hôtel à projets), de la proximité sociale et amicale de leurs membres (au fil du déroulement du projet, les membres des deux associations ont développé des relations de plus en plus soutenues). Les similitudes entre les deux associations ont permis de nous centrer sur les différences induites par le fonctionnement associatif lui-même sans que celles-ci ne soient sans cesse perturbées dans l'analyse par de trop grands écarts en termes d'antériorité, de profils des membres, d'espaces... Toutefois, ce qui distingue fortement ces deux associations, ce sont leurs objectifs.

Dans le cas de l'*Éprouvette*, il s'agit pour les jeunes porteurs de développer un parcours artistique et culturel pour un groupe de jeunes de moins de 30 ans qui seront sensibilisés aux questions de citoyenneté et devront produire une « commande populaire » à l'adresse des pouvoirs publics. Les jeunes recrutés ont plutôt des profils de jeunes en insertion sociale et professionnelle, même si les étudiants ne sont pas totalement exclus. L'*Éprouvette* rejoint en ce sens une tradition d'interpellation des pouvoirs publics née avec les politiques de la ville dans les années 1980 (cf. les travaux sur le hip-hop par exemple, Faure et Garcia, 2005 ou Zegnani, 2013).

² La recherche concernait huit villes européennes (qui ne sont jamais les villes capitales) des pays suivants : l'Allemagne, l'Angleterre, la Bulgarie, la France, l'Italie, la Suède, la Suisse et la Turquie. Il s'agissait de comprendre comment les jeunes Européens définissaient leurs différentes formes de participation au niveau local en développant une approche essentiellement ethnographique de six études de cas par pays. Le projet était piloté par Andreas Walther (Walther, s.d.) et a été financé dans le cadre du projet H2020 de la Commission européenne (*Grant agreement* n° 649416).

Dans le cas de l'*Accueil*, l'intention première des bénévoles était de délivrer des cours de français à des demandeurs d'asile ne pouvant accéder, du fait de leur statut, aux cours dispensés par les universités ou les organismes publics. Progressivement, les actions se sont élargies à d'autres domaines : de l'offre de loisirs, de l'aide pour présenter les récits à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et plus généralement pour accomplir des démarches administratives, du soutien pour trouver des personnes « hébergeuses »... L'association est, au départ, créée par un groupe de personnes de plus de 30 ans mais, très rapidement, les nombreux bénévoles qui la rejoignent sont plutôt étudiants ou en recherche d'emploi. En outre, les destinataires, du fait du profil majoritaire des migrants, sont très largement des jeunes entre 18 et 30 ans. Avec cette association on a donc affaire à un projet de solidarité défendant la présence étrangère en France. Il y a une dimension éminemment politique dans la création même de cette association. Pour autant, peut-on affirmer que les porteurs sont des entrepreneurs de cause qui se proclameraient porte-parole de groupes minoritaires (Siméant, 1998) ?

Le matériau réuni est varié puisqu'il s'appuie sur des observations, des entretiens individuels semi-directifs et biographiques, sur des entretiens collectifs, sur des échanges de courriels... afin d'« ethnographier le politique » (Cefai, Carrel, Talpin, Eliasoph et Lichterman, 2012). En effet, l'articulation des différents types de données permet de renforcer la solidité de la démonstration, comme l'a montré Coenen-Huther (2003):

La recherche sociologique qualitative a une vocation particulière à s'appuyer sur des données hétérogènes et c'est la cohérence d'ensemble offerte par ces données hétérogènes – résultats d'observation, données d'entretien, conversations entendues et notées, indications de témoins privilégiés, documents d'archives, extraits d'œuvres littéraires – qui constitue la meilleure garantie de sérieux. (p. 69)

Les données ont été réunies en deux temps : l'*Éprouvette* a été étudiée de septembre 2015 à juin 2016 (nous avons assisté à toutes les réunions du comité de suivi puis aux temps collectifs de réunion des bénéficiaires et avons mené des entretiens collectifs avec les porteurs et un groupe de bénéficiaires ainsi que des entretiens individuels avec la moitié d'entre eux); l'*Accueil* a été suivi de juin 2016 à décembre 2017 (nous avons assisté à toutes les réunions du bureau et du conseil d'administration et avons donné des cours de français à des groupes de demandeurs d'asile deux fois par semaine – nous avons également conduit six entretiens ouverts avec des bénévoles et sept avec de jeunes demandeurs d'asile). À ce matériau, il faut ajouter cinq entretiens biographiques (trois ont concerné l'*Éprouvette* – avec deux bénévoles et un participant – et deux ont concerné des bénévoles de l'*Accueil*). Dans le cas de l'*Éprouvette*, nous avons développé une démarche d'observation participante. Pour l'*Accueil*, notre posture relève davantage de la participation observante : nous avons été membres du bureau de l'association, d'une commission, nous nous sommes impliquées dans la préparation d'un événement public et avons dispensé des cours de français pendant un an. Si cette posture est très intéressante pour saisir de l'intérieur les enjeux de l'association et gagner la confiance des bénéficiaires (Soulé, 2007), elle pose également des questions épineuses sur la distance qu'il est possible d'instaurer avec des publics aussi vulnérables que les jeunes migrants (Fassin, 2008; Gardien, 2013; Farge, 2013).

Les observations ont été consignées dans un journal de terrain individuel et sur les contenus desquels nous avons échangé très régulièrement l'une avec l'autre. L'ensemble des entretiens a été enregistré puis retranscrit intégralement. L'analyse des matériaux de ces études de cas était partagée entre les membres des équipes des huit pays de la recherche Partispace; elle a fait l'objet de codifications ouvertes puis sélectives (sur la base d'un processus itératif impliquant l'ensemble des équipes), suivant en cela les préconisations des auteurs de la théorie ancrée (voir, notamment : Hammersley, 2007; Glaser, Strauss, Oeuuvray, Soulet et Paillé 2010). Le présent article repose sur le traitement de catégories conceptuelles ayant permis la comparaison entre les deux associations (et, au-delà, entre les 48 études de cas traitées dans le projet).

La première partie de la présentation est dédiée aux relations concrètes qui s'établissent au sein des deux associations entre bénévoles et bénéficiaires et à l'idéal démocratique interne qu'elles révèlent (ou pas). La deuxième partie propose une analyse des processus de politisation externes et des formes d'interpellation du système politique par ces petites organisations. L'analyse comparée de ces deux associations permet, dans la discussion, de développer des éléments de portée plus générale sur les conditions de politisation des associations locales de jeunes (Béal, 2012). Enfin, la conclusion permet de revenir sur les apports de l'article vis-à-vis de la littérature existant déjà sur le sujet.

2. La politisation interne aux deux associations : des fonctionnements démocratiques ?

Une façon d'analyser la politisation interne aux deux associations consiste à s'intéresser à leur fonctionnement concret (en suivant les préconisations de Carrel, 2006 et Hamidi, 2006, 2010). Pour ce faire, trois types d'éléments apparaissent révélateurs du quotidien des associations : les projets associatifs et les relations entre les bénévoles, les places accordées aux bénéficiaires dans le fonctionnement associatif et les conceptions de l'accompagnement proposé.

2.1 Les projets associatifs et les relations entre les bénévoles

Les projets associatifs étudiés ont un impact considérable sur la manière dont les relations entre les bénévoles s'organisent, en particulier dans les organisations de petite taille et peu formalisées (Gontier, Donsac et Vachée, 2014).

À l'*Éprouvette*, le projet précède l'action : l'association est initiée par quelques jeunes amis qui partagent les mêmes constats politiques. Ces personnes incarnent clairement les *leaders* de l'association et leur autorité est incontestable. Grand Pierre, explique comment se fabrique la vision politique de l'association au sein de ce petit groupe :

Alors là, je pense plus aux motivations d'Éric, et je pense plus à mes motivations, mais qui peuvent se combiner avec les motivations de... ce n'est pas l'un ou l'autre, quoi. Je pense que le regard critique par rapport au monde de la culture, on va dire de Mathieu et de Petit Paul, et le regard un peu critique on va dire sur le champ politique, et là c'est plus pour Éric, et même pour moi... (Grand Pierre, jeune homme, 29 ans)

Les bénévoles qui rejoignent l'association peuvent donc se référer à ce projet pour donner du sens à leur engagement (Leclercq et Pagis, 2011). Ils sont environ une

quinzaine de bénévoles de moins de 30 ans, diplômés du supérieur. Ils ont suivi des formations dans les domaines des sciences humaines et sociales et ces dernières alimentent une analyse critique de l'environnement qui est le leur et sur lequel ils entendent agir « concrètement » (Martinot-Lagarde et Hériard-Dubreuil, 2008).

Les porteurs sont très proches les uns des autres : ils ont tous à peu près le même âge et des relations d'amitié de longue date précèdent la création de l'*Éprouvette*. Même après l'ouverture de l'association à de nouveaux bénévoles, l'intégration de ces derniers se fait sur la base de liens électifs (Bidart, 2008). De ce fait, la circulation des valeurs et les points de vue politiques se construisent collectivement et de manière assez aisée.

L'*Accueil*, au contraire, ne s'appuie sur aucun projet préalable. Le recrutement initial des bénévoles s'est fait à l'initiative de la future première présidente³ via un fil Facebook. Le message de regroupement est minimal : il s'agit de venir proposer des cours de français à des demandeurs d'asile. Par conséquent, les premiers bénévoles ne se connaissent pas du tout en amont et, devant l'urgence qui les pousse à agir, ne structurent pas de projet au départ.

Progressivement, ce premier cercle s'élargit par le bouche-à-oreille. L'*Accueil* regroupe rapidement une cinquantaine de bénévoles actifs venus de multiples horizons, sans que la question des valeurs soit exposée comme telle à leur arrivée. On retrouve plus ou moins les mêmes profils de jeunes qu'à l'*Éprouvette*, mais également des personnes plus âgées (très minoritaires en nombre). Ces dernières viennent globalement des métiers du social, de la santé et de l'enseignement. De nombreuses tensions apparaissent très rapidement : des conflits de générations se révèlent entre certains des plus âgés et les plus jeunes ainsi que des antagonismes sur les valeurs d'intervention. Pour exemple, l'échange suivant entre bénévoles lors d'une réunion le 9 octobre 2016 : Valérie (bénévole, 35 ans) dit ainsi en parlant des jeunes bénévoles : « *Ils ont 18-20 ans, on ne peut pas trop leur en demander* », ou bien Nadia, « *Les services civiques, ce sont des jeunes, ils n'y connaissent rien* » (bénévole, 40 ans) (extrait de journal de bord, le 9 octobre 2016).

Soulignons que, si certaines personnes sont fortement politisées quand elles arrivent dans l'association, la politisation collective n'émerge pas à l'*Accueil*, contrairement aux processus habituels d'adhésion au cadre politique des organisations collectives (Leclercq et Pagis, 2011). À l'inverse de ce qui a pu être mis à jour, par exemple, sur les générations de militants de l'association *Droit au logement* par Péchu (2001), ce sont ici plutôt les plus jeunes de l'association qui sont les plus proches des formes de militantisme plus « classiques » : nombre d'entre eux sont engagés dans des associations plus radicales et mobilisent des répertoires d'action collective clairement politiques (Lacroix et Lardeux, 2018).

Il n'y a pas non plus de *leadership* clairement établi. La première présidente est la personne qui a eu l'idée de créer l'association et le bureau se constitue un peu au hasard. Tous les membres du premier bureau ont d'ailleurs été remplacés au bout de six mois, soit parce qu'ils ne souhaitent pas continuer, soit parce qu'ils ont été mis en minorité lors du renouvellement. Les bénévoles les plus aguerris à ce type de projet (jeunes et

³ Lors de l'assemblée générale constitutive de l'association, il a été décidé de renouveler les mandats des membres du bureau tous les 6 mois. L'association a donc, malgré son jeune âge, déjà connu 3 présidents successifs.

moins jeunes) oscillent au cours des premiers mois entre la tolérance vis-à-vis de l'ensemble du groupe (y compris quand, face à certains des membres plus âgés, les tensions se font vives) et le fait de se positionner en retrait.

Cet extrait d'entretien biographique avec l'une des bénévoles de l'association relatant un conflit avec la première présidente illustre les effets de l'absence de projet préalable :

Je lui parle d'un fameux projet qui est en train de se mettre en place sur des récits de vie de demandeurs d'asile. Et je lui en parle en lui disant qu'il faut quand même faire attention, qu'on sait jamais... Là, elle me dit que si les jeunes sont arrivés jusqu'ici, c'est qu'ils sont plus solides qu'on ne le pense. Donc, ce à quoi je lui réponds que je suis pas d'accord et... enfin... que c'est pas parce qu'ils sont arrivés jusqu'ici qu'ils sont hyper solides. Et, au contraire... enfin... On sait qu'à tout moment, une toute petite chose peut faire que tout se craquelle en quelque sorte... enfin... l'image... des fissures et, tout d'un coup, quand il y a des fissures, ensuite, ça se casse. Donc, elle me dit ça entre autres. Je lui pose la question de, finalement, notre positionnement en tant que bénévole, les limites qu'on a, etc. Elle me dit que, de toute façon, on connaît tous nos limites, que chaque bénévole connaît ses limites, donc il y a pas de souci. Moi, ça me pose question [...] (Entretien biographique, Manon, jeune femme, 27 ans).

Cette première dimension permet de montrer que les deux associations sont le théâtre de deux types de relations très différentes entre bénévoles. Alors qu'à l'*Accueil* on trouve des personnes expérimentées, de tous âges, ayant des parcours solides dans le domaine de la santé, de l'enseignement ou même de l'humanitaire, c'est à l'*Éprouvette* que, malgré la jeunesse des porteurs, on peut constater la démarche de projet la plus aboutie. Cette opposition s'apparente assez bien à la grille d'analyse proposée par Lichterman entre *personalized commitment* et *communitarian commitment* (Lichterman, 1996, cité par Sawicki et Siméant, 2009, p. 108) où l'on trouve, d'un côté, un engagement qui reste essentiellement individuel, et de l'autre, un engagement basé sur le collectif et le projet.

2.2 Les places accordées aux bénéficiaires dans les fonctionnements associatifs

Un autre indice de la politisation interne aux deux associations est celui des places accordées aux bénéficiaires dans le fonctionnement même de ces dernières. En effet, les réflexions développées depuis trois décennies sur l'importance des processus délibératifs semblent s'imposer au moins d'un point de vue rhétorique à l'ensemble du champ associatif (voir notamment Blondiaux, 2008; Pleyers et Glasius, 2013). Néanmoins, au-delà des discours convenus, les pratiques apparaissent fort différentes dans les deux associations.

L'*Éprouvette* s'adresse à un groupe de 25 jeunes sélectionnés avant l'entrée dans le parcours. L'un de ses objectifs est de composer un public hétérogène (du point de vue du genre, des âges, des territoires d'habitation, des formations suivies, du niveau de vie, etc.). La première année, le recrutement n'est pas aussi diversifié que l'auraient souhaité les porteurs. Finalement, le groupe est effectivement composé de deux sous-ensembles : des étudiants ou des jeunes non encore intégrés au marché du travail, des

jeunes plus en difficulté ayant été adressés par une structure sociale⁴. L'intention pour les éditions suivantes est de laisser plus de place aux profils du deuxième sous-ensemble. Un travail de cohésion de groupe est proposé dès les premières rencontres pour travailler l'interconnaissance et le sentiment d'appartenance. La place des bénéficiaires dans les instances de l'association est prévue dès le début du projet. Des représentants sont ainsi conviés à l'ensemble des comités de suivi et sont appelés à témoigner sur différents sujets. Leurs avis et attentes sont pris en compte dans le fonctionnement de l'association. Aujourd'hui, un jeune du premier groupe de bénéficiaires fait partie du bureau de l'association.

L'Accueil, quant à lui, s'adresse aux demandeurs d'asile sans restriction *a priori*. Les bénéficiaires sont plutôt, au moment de l'étude, des hommes, essentiellement âgés de moins de 30 ans et majoritairement afghans. Leur origine sociale et culturelle est diverse, tout comme leur niveau d'instruction : certains viennent de milieux très pauvres et ne savent ni lire ni écrire dans leur langue d'origine; d'autres sont issus des élites de leur pays, sont déjà fort diplômés et maîtrisent trois, voire quatre langues. Le groupe est traversé de nombreuses divisions et aucun travail n'est proposé sur la tolérance ou le collectif. Malgré des demandes renouvelées de certains bénévoles et la présence de certains bénéficiaires le jour de l'assemblée constitutive de l'association, la représentation du public dans les instances n'a été pensée que deux ans et demi après la création du projet.

Bien que les deux associations affirment une volonté de bienveillance et de respect des bénéficiaires, les places qui leur sont faites apparaissent donc très dissemblables (une présence bien établie, d'une part; rien de très construit, malgré des demandes répétées de certains bénévoles, d'autre part).

2.3 Les relations d'accompagnement dans les fonctionnements associatifs

Une autre façon de cerner la manière dont les choses se passent concrètement entre bénévoles et bénéficiaires est de s'intéresser aux modalités d'accompagnement proposées telles que définies par Paul (2009) :

L'accompagnant travaille ainsi, peu ou prou, au guidage ou au paramétrage d'autrui en tant que sujet capable de faire preuve d'autonomie en exerçant sa capacité à évoluer au sein de situations problématiques : le projet est l'outil de cette autonomisation. (p. 18)

Au sein de l'*Éprouvette*, l'accompagnement est envisagé comme devant permettre aux participants de s'épanouir dans un cadre sécurisé :

⁴ Rapport d'évaluation de l'Éprouvette 2015-2016.

Il est nécessaire de construire le programme par étapes qui, au fur et à mesure de l'aventure, seront validées par les jeunes afin d'encourager et valoriser leur engagement [...]. Sur le plan de l'accompagnement, les jeunes doivent repérer un référent qui peut les remobiliser à tout moment et suivre leur engagement dans la durée [...]. L'approche pédagogique aura pour intérêt d'appréhender les arts et la culture de manière transversale et participative [implication par l'action]. (Extrait du compte rendu du deuxième comité consultatif, 4 juillet 2015, p. 4)

En cela, la proposition de l'*Éprouvette* se rapproche des valeurs de l'intervention sociale collective et communautaire (Boucher, 2017).

Au sein de l'*Accueil*, la question de l'accompagnement est floue et fait l'objet de tensions. Si un certain nombre de bénévoles insistent sur le niveau d'exigence pédagogique qui doit être défendu dans les cours et sur l'établissement d'un certain nombre de valeurs dans le suivi des personnes, d'autres estiment que ce qui compte est avant tout de lutter contre l'isolement. Certains bénévoles ont quitté l'association ou du moins les postes qu'ils occupaient dans le bureau ou le CA pour signifier leur désaccord avec ces positions.

Se disant sensibles aux effets de domination d'un groupe sur un autre, les bénévoles de l'*Éprouvette* et de l'*Accueil* affirment vouloir tendre vers l'horizontalité, la transparence et la convivialité. Cependant, mettre en œuvre ces principes peut s'avérer délicat.

Dans le cas de l'*Éprouvette*, les porteurs ont débattu de la bonne distance à avoir avec les participants. Ils sont en cela influencés par les études qu'ils ont pu suivre précédemment. Ce principe est remis en question par Lucie, tout juste diplômée en éducation spécialisée. Elle témoigne avoir eu besoin de déconstruire ses acquis lors de son expérience auprès des jeunes participants.

Au début je voulais reproduire cette distance... au final c'est pas du tout la même chose, si j'avais mis cette distance-là, il se serait pratiquement rien passé, c'est pour ça que je me suis remise en question (Lucie, 23 ans, en service civique à l'Éprouvette, décembre 2015-juin 2016).

Étienne, au contraire, qui n'avait pas de formation spécifique dans le domaine social, a choisi d'être plus intuitif.

La posture... je l'ai pas trouvée si difficile que ça en fait, j'étais en service civique pour une asso, je me présentais comme quelqu'un ressource, après, dans le projet, il y a des gens qui étaient plus âgés que moi, qui n'ont pas le même vécu, je vais pas leur apprendre la vie ! (Étienne, 24 ans, en service civique à l'Éprouvette).

Toutefois, cette question de la distance n'a pas été nécessairement perçue de la même manière par l'ensemble des participants : certains ont pensé que les *leaders* étaient trop présents et cadraient trop l'action alors que d'autres, au contraire, ont estimé qu'ils les laissaient dans le flou et n'intervenaient pas suffisamment pour cadrer le projet.

À l'*Accueil*, les principes de l'accompagnement n'étant pas pensés en amont de l'action, les bénévoles désignent le public de diverses manières : ils parlent ainsi « des apprenants », « des gars », « des jeunes », parfois « des copains ». Ils mentionnent des

relations égalitaires, mais ce que l'on a pu observer concrètement, dans les échanges, c'est une diversité des attitudes des bénévoles envers les bénéficiaires : une recherche d'horizontalité parfois, mais également de la condescendance et de la rigidité à d'autres moments. Ici, les effets d'âge se font clairement sentir : les bénévoles les plus jeunes évoquent beaucoup les relations d'amitié nouées à l'occasion des activités avec les jeunes demandeurs d'asile; pour les plus vieux des bénévoles, les relations sont parfois beaucoup moins horizontales et teintées de leurs références professionnelles (rappelons que beaucoup d'entre eux viennent des métiers du social, du soin ou de l'enseignement).

Se rapprochant de la typologie du militant « pragmatique » (Martinot-Lagarde, 2008), les jeunes bénévoles réagissent à telle ou telle situation qui les affecte et entrent en action avec toute la précarité des moyens qui sont les leurs, sans anticiper les effets de la relation d'aide comme cela peut être le cas pour les plus âgés ou dans d'autres organisations bénévoles. La plupart assument le fait d'être impliqués émotionnellement et sur le plan relationnel. Ils évoquent néanmoins des difficultés à poser des limites, ils mentionnent le surinvestissement temporel, mais aussi affectif (phénomènes décrits également par Thoury, 2017).

Bah ! après faut poser des limites effectivement parce qu'autrement on passerait toute notre vie là-bas, mais après, ça dépend avec lesquels. Avec certains, il y a des relations de parrainage, donc là c'est un peu le rôle effectivement d'autorité malheureusement, enfin malheureusement, j'en sais rien où là faut recadrer par rapport à certaines choses et après j'ai des relations d'amitié avec certains... ça dépend tout simplement des personnes. (Guillaume, jeune homme, 26 ans, bénévole)

Les entretiens menés avec les bénéficiaires laissent apparaître des positions assez mitigées vis-à-vis de l'*Accueil*. Les personnes rencontrées expriment généralement un point de vue positif (d'autant qu'elles savent que nous faisons nous-mêmes partie de l'association). Osman dit par exemple que l'*Accueil* est « comme une famille pour les migrants ». En revanche, Millena s'autorise à être plus critique :

Pour être franche [rire]... C'est un peu désorganisé. Enfin... il y a pas toujours une personne qui donne les cours. Il y a toujours un nouveau personne qui vient. Et il sait pas que tu avais faire l'autre fois et qu'est-ce que tu vas faire. Et on peut pas vraiment... progresser. Ça j'aime pas, enfin j'aime pas du tout. (Millena, jeune femme, 22 ans, Albanaise)

Néanmoins, concernant l'association, au-delà des cours de français, on peut dire que les apprenants ont souvent recours à leur référent pour les soutenir dans leurs démarches.

On voit donc des pratiques d'accompagnement, là encore bien différentes. Dans le cas de l'*Éprouvette*, des réalités pensées en amont et basées sur les principes de l'horizontalité; dans le cas de l'*Accueil*, beaucoup de tâtonnements de la part des bénévoles et des réceptions très diverses du côté des bénéficiaires. Soulignons que les jeunes porteurs de l'*Éprouvette* ont adopté une démarche projet dans le montage associatif, ce qui a largement fait défaut à l'*Accueil*, malgré les longues expériences de nombre de responsables (jeunes et moins jeunes).

3. Le poids des fonctionnements associations sur les éléments de politisation externe

Pour comprendre comment se positionnent les deux associations vis-à-vis du système politique local, revenons sur les objectifs plus ou moins politiques de ces deux organisations, sur les raisons de l'engagement des participants puis sur les prises de position plus larges vis-à-vis du contexte local.

3.1 Objectifs associatifs et dimensions politiques

Dans le cadre de l'*Éprouvette*, le projet associatif entend accompagner un collectif de jeunes adultes par la mise en action (ateliers, sorties) et ainsi renforcer le pouvoir d'agir des « jeunes », perçus comme une catégorie de la population sous-représentée dans la sphère publique. Il s'agit d'œuvrer directement sur la participation des jeunes au niveau local en affirmant les vertus émancipatrices du collectif. En ce sens, une visée démocratique est affirmée à la fois dans le fonctionnement de l'association mais aussi vis-à-vis de son environnement extérieur (Nez, 2012).

Pour l'*Accueil*, l'objectif est de renforcer l'intégration des personnes demandeuses d'asiles par l'apprentissage de la langue française et la participation à des activités culturelles et de loisirs. Le constat qui conduit à la mobilisation est celui de l'absence d'offre publique permettant d'accéder à des cours de français, puis la mise à jour progressive d'autres carences de prise en charge (pour l'accompagnement à la constitution des récits, pour la traduction lors des visites administratives ou de santé et surtout en ce qui concerne l'offre de logements disponibles). L'association s'empare bien de questions non traitées par les pouvoirs publics et s'ancre donc dans une perspective politique.

3.2 Les raisons de l'engagement des bénévoles et des bénéficiaires

L'examen de cette dimension permet de comprendre ce que révèlent les raisons des engagements des personnes sur leurs perspectives politiques lorsqu'elles rejoignent les associations. Cette réflexion sur l'amont de l'engagement est d'autant plus intéressante que l'on comprend que ce n'est pas exclusivement cette dimension individuelle de la politisation qui permet de passer ensuite à une dynamique collective. Les raisons des engagements des bénévoles dans les deux structures ne sont ni complètement différentes ni tout à fait originales; on trouve dans les entretiens des éléments assez classiques (Harvard Duclos et Nicourd, 2005; Thoury, 2017).

À l'*Éprouvette*, les bénévoles évoquent la volonté à la fois de remettre en cause le traitement politique de la jeunesse, mais aussi, de construire leurs propres conditions de travail du fait de certaines désillusions par rapport à l'offre existante :

Je pense qu'il y a deux types de motivation qui se superposent et qui se combinent [...]. L'expérience qu'on a pu en avoir, je pense qu'il y'a un regard critique sur certaines structures de jeunesse, certaines institutions où il y a pu avoir des stages... Et aussi un regard critique, là, plus global sur le monde politique. Et la démarche quelque part qui est presque.... [Cherche un mot].... Faut pas avoir peur du mot mais... entrepreneuriale, en tout cas, entreprenante. De créer son activité pour avoir quelque chose proche des valeurs (Entretien collectif, Grand Paul, 29 ans, un des jeunes en contrat aidé à l'Éprouvette).

À l'Accueil, les motivations des bénévoles sont variées : un certain nombre connaissent déjà la question de l'accueil des migrants (certains ont séjourné dans le camp de Calais), d'autres viennent parce qu'ils ont travaillé cette question dans le cadre de leurs études ou dans le cadre d'expériences professionnelles passées, d'autres encore parce qu'ils ont été choqués par le traitement infligé à cette population par les pouvoirs publics ou enfin juste parce qu'ils veulent « aider ». Bien sûr, il n'y a pas de hasard dans le fait de choisir cette association pour s'engager et les réseaux sociaux et amicaux des uns et des autres influencent cette décision (Dauvin et Siméant, 2002). Voici un extrait d'entretien révélateur d'une de ces postures :

L'association l'Accueil était présente dans les lieux [à l'Université], ils décrivaient un peu les actions de l'association et ça m'a tout de suite intéressée parce que je revenais juste de Calais. Il y a un temps où c'est difficile de reprendre sa vie normale après Calais... j'y repensais beaucoup et donc ça m'a tout de suite interpellée comme publication. Comme l'année dernière j'ai fait une licence de FLE⁵, j'avais carrément envie de mettre en application tout ce que j'avais pu entendre pendant un an à la fac quoi. (Suzanne, 22 ans, bénévole à l'Accueil)

Dans les deux cas, on perçoit des préoccupations d'ordre politique de la part des bénévoles. Si elles sont tout à fait évidentes dans le cas de l'Éprouvette puisque liées directement au projet, elles sont néanmoins également présentes à l'Accueil (même si l'absence de projet ne permet pas d'écarter des motivations qui seraient inadaptées) (Sawicki et Siméant, 2009). D'ailleurs, le fil Facebook de l'association relaie de nombreux positionnements politiques des bénévoles et dénonce les mauvais traitements subis par les migrants en France.

Les raisons des engagements des bénéficiaires sont, quant à elles, dans les deux cas, essentiellement marquées par la recherche du collectif, des relations sociales, de l'amitié.

À l'Éprouvette, les bénéficiaires expliquent qu'ils sont venus soit pour la dimension collective et participative du projet, soit pour découvrir ou redécouvrir la pratique artistique.

⁵ Français langue étrangère.

Il a juste dit une phrase qui m'a vachement intéressé, c'est-à-dire « les jeunes peuvent être acteurs de leur propre culture », je pense que ça, tu vois, c'était cette phrase qui m'a vachement intéressé (Amsan, jeune homme, 28 ans).

Bah moi je n'avais pas vraiment d'attentes au début vu que c'était une assistante sociale Mme [...] qui m'a branchée sur ce projet et je me suis dit : Bah ! Pourquoi pas ? Si, j'avais peut-être une attente, c'était de rencontrer des gens et de faire des trucs sympas avec eux", quoi, voilà. (Sidonie, jeune femme, 32 ans)

À l'Accueil, les demandeurs d'asile viennent pour apprendre le français bien sûr, mais aussi pour trouver des conseils pour leurs différents dossiers administratifs, retrouver des amis (compatriotes ou non), pour être en lien avec des Français, pour occuper leur temps libre...

C'est un bon truc. Ça aide les gens à s'intégrer et... à avoir des activités de la quotidienne, surtout ils ont pas de travail. Ça occupe (Abdullah, 33 ans, Algérien).

Ouais, l'Accueil, c'est pour moi comme une famille. Depuis que je suis arrivé ici vraiment, parfois, je pleure aussi parce que sans famille, sans parents, c'est un peu compliqué. Mais quand je viens à l'association ... après je rentre heureux... (Osman, 21 ans, Afghan).

Dans les deux cas, les participants recherchent du collectif, du partage, même si la dimension affective est sans doute encore plus présente pour les migrants qui n'ont pas forcément d'autres réseaux amicaux dans le territoire.

3.3 Les positionnements vis-à-vis du contexte local et des enjeux politiques plus larges

La volonté ou l'absence de volonté des deux associations de se positionner vis-à-vis de l'action publique locale est également un bon indicateur de leur politisation (Laville et Salmon, 2015). Un premier élément d'analyse du positionnement des deux associations est celui du financement et des liens établis avec les décideurs locaux.

L'*Éprouvette* n'a fonctionné qu'avec des financements très réduits pendant les premiers mois de son existence (financements servant à payer les deux emplois aidés des dirigeants, les services civiques, les artistes intervenants et un peu de matériel). Aujourd'hui, l'association est un peu consolidée : elle touche des sommes assez modestes mais de diverses sources publiques (la ville de son territoire d'implantation, la Caisse d'allocations familiales, le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) et privées (une campagne de financement participatif). Néanmoins, dès le départ, les responsables ont formulé des demandes de financement public et sont entrés systématiquement en contact avec les services publics et les élus locaux. Ils les ont fait entrer dans les comités de suivi de l'association et les ont invités à tous les événements publics organisés par l'association. D'ailleurs, les responsables de l'association, après un an de fonctionnement, se réjouissent de l'influence qu'ils ont pu progressivement gagner localement :

Élus et techniciens de la Ville de X, au début, on nous riait presque au nez. Maintenant, on nous associe à plein de projets, on nous court après [rires] (Deuxième entretien collectif avec les porteurs de l'Éprouvette).

On peut affirmer que, malgré sa fragilité initiale du point de vue financier et de son positionnement dans le paysage local, cette association de jeunes œuvre pour s'insérer dans le contexte politico-administratif.

Le positionnement de l'*Accueil* à l'égard de ces questions est complètement différent. Cette association bénéficie, certes, de la mise à disposition de locaux appartenant à la ville au sein d'un lieu dédié à l'expérimentation associative, mais elle n'a pas encore fait de demande de financement et cette question n'a pas été vraiment abordée pendant les six premiers mois de l'association. Elle ne compte aucun salarié ni aucun service civique. Ses seuls financements sont des fonds récoltés à l'occasion de ventes de gâteaux dans les universités de la ville d'implantation. Elle a bénéficié également de dons divers. Elle est entrée en contact avec quelques élus, mais de manière peu systématique (et d'ailleurs sans trop savoir qui faisait quoi exactement à la municipalité). Tout se passe comme si une partie des bénévoles (singulièrement les plus âgés) souhaitaient rester dans l'entre soi avec « leurs » demandeurs d'asile. Beaucoup d'entre eux dédient un temps considérable aux bénéficiaires, mais ne semblent pas souhaiter transformer cette action en action publique. En cela, ils s'apparentent aux bénévoles des *Restos du cœur* décrits par Vermeersch (2004) qui se placent dans une perspective « d'investissement caritatif - désidéologisé mais envisagé malgré tout en référence à l'engagement politique en opposition auquel il se définit » (p. 684).

Les mêmes phénomènes se retrouvent lorsqu'on analyse les positionnements des bénévoles et des bénéficiaires vis-à-vis des enjeux politiques locaux ou plus globaux : À l'*Éprouvette*, la politisation, entendue comme regard critique à l'égard des politiques publiques et du système de décision, est omniprésente. La volonté d'interpeller les pouvoirs publics également. Cette politisation est également palpable chez les participants. Ainsi, à l'occasion d'un exercice collectif intitulé « De l'imaginaire au militantisme », l'une de nous assiste aux échanges au sein d'un petit groupe de participants.

Sortir un projet, ça peut être n'importe quoi, mais derrière il y a un message, il y a des personnes qui s'entraident et qui s'expriment grâce à l'Éprouvette[...]. Mettre ce mot dans le thème, ça oblige à décortiquer ce terme, ça oblige à se positionner, à sortir de ses frontières, à trouver un projet commun, à pousser plus loin [...]. Il y a plein de formes de militantisme parce qu'on est tous différents, on aura des façons différentes de voir, de s'engager. (Journal de terrain, janvier 2016, n. p.)

À l'*Accueil*, la question du politique apparaît floue : les échanges dans les réunions collectives ne portent jamais sur cette dimension. Quand quelqu'un tente de l'aborder, elle est systématiquement écartée au profit de réflexions organisationnelles. Ainsi, à l'occasion d'une réunion des bénévoles, l'une de nous note dans son journal de terrain :

Ça part dans tous les sens, on examine les questions d'organisation et la gestion des présences. L'idée émerge d'avoir un référent administratif pendant les cours pour accueillir les nouveaux bénévoles pendant que les autres font cours. On passe beaucoup de temps sur les questions organisationnelles. [...] à la fin de la réunion, une bénévole signale que tous les nouveaux arrivants sont au 115. Elle demande : « comment on se positionne là-dessus ? » Personne ne lui répond (Journal de terrain, réunion des bénévoles, août 2016, n. p.).

Pendant un long moment, ces questions organisationnelles ont dominé l'ensemble du fonctionnement collectif de l'association. Depuis le premier changement de bureau, en décembre 2016, des réflexions plus politiques sont menées, notamment sur le logement des demandeurs d'asile, et l'association s'est rapprochée à cette occasion d'autres groupements plus clairement politiques. Néanmoins, les questions organisationnelles continuent de prendre la place d'autres éléments plus politiques. Ainsi, cet échange de courriels à propos des listes d'attente pour assister aux cours de français :

Bonjour,

Je n'arrive pas à joindre S. mais je lui ai laissé un message vocal lui disant qu'elle était autorisée à venir également le samedi à E. Et que l'on allait inscrire son amie F. sur la liste d'attente. Fabrice, si tu la vois demain peux-tu lui transmettre le message ? D'ailleurs si elle a le numéro de téléphone de F. ce serait bien. J'ai parlé avec M., il a compris qu'il est inscrit seulement le vendredi.

Merci, Bonne fin de journée, Paula (Courriel du 27 avril 2017).

Bonjour à tous !

Pour ma part, je ne refuserai jamais à quelqu'un qui est venu au cours d'y assister. Ils n'ont pas voyagé depuis le Soudan ou l'Afghanistan pour que je leur dise de rester dehors ! Mais j'informe à chaque fois sur la règle et la nécessité de s'inscrire.

Bonne soirée

Fabrice (Courriel du 27 avril 2017)

Du côté des bénéficiaires, la politisation est présente également, mais plutôt dans le sens d'un intérêt pour la chose publique (comme proposé par Carrel, 2006). Ainsi, pendant une rencontre visant à cerner les besoins des bénéficiaires, Zaki nous interpelle et demande : « *Pourquoi le gouvernement français ne fait-il rien pour le logement des migrants ?* ». Dans les entretiens, ils révèlent les discriminations dont ils sont victimes. Ainsi, Millena évoque-t-elle ses déboires avec une fonctionnaire de la Poste qui refuse de lui remettre son argent.

J'aime pas quand les gens ils sont un peu racistes. Pas longtemps, c'était une dame qui était dans la poste que elle voulait pas me donner l'argent. J'étais là pour demander l'argent elle a dit ta signature c'est pas la même signature dans ta passeport. Et ça c'était une ... enfin une quelque chose pour pas me donner..., oui un prétexte (Millena, jeune femme, 22 ans, Albanaise, entretien du 3 janvier 2017).

Pour résumer, dans le cas de l'*Éprouvette*, le projet implique d'entrer en lien avec les décideurs, fut-ce en contestant l'action publique existante. Dans le cas de l'*Accueil*, on observe une volonté de rester à la marge; pas pour contester le système existant comme ce que l'on peut observer dans le cas de groupes alternatifs (Boutin, 2016), mais pour protéger une sorte d'entre soi entre bénévoles et bénéficiaires.

4. Discussion : analyse comparée des fonctionnements associatifs et de leurs influences sur la politisation des membres

Le tableau suivant permet d'opérer une synthèse des différents éléments de politisation évoqués dans le présent article :

Tableau 1. Les éléments propres au fonctionnement associatif conduisant à des formes de politisation interne et externe de l'Accueil et de l'Éprouvette

	<i>L'Accueil</i>	<i>L'Éprouvette</i>
Éléments de politisation interne		
Projets associatifs et relations entre les bénévoles	Projet flou bâti dans l'urgence, pas d'interconnaissance préalable	Projet longuement mûri basé sur des relations d'amitié et le partage des valeurs
Places accordées aux bénéficiaires dans les fonctionnements associatifs	Aucune représentation des bénéficiaires dans les instances administratives; pas de mécanisme institué de recueil de leurs paroles	Volonté d'impliquer les bénéficiaires dans les décisions de l'association
Relations d'accompagnement	Des relations dépendant largement de chaque personne; pas de partage collectif sur les expériences	Quelques tâtonnements du fait du caractère expérimental de l'association, mais des relations basées sur la bienveillance
Éléments de politisation externe		
Objectifs des deux associations	Donner des cours de français, et plus largement, dispenser de l'aide aux demandeurs d'asile	Renouveler la prise en charge locale de la jeunesse
Raisons des engagements des bénévoles	Engagements guidés par des motifs essentiellement politiques	Engagements guidés par des motifs essentiellement politiques
Positionnement vis-à-vis du contexte local et des enjeux politiques plus larges	Aucun rapprochement avec les décideurs administratifs ou élus	Interpellation systématique des acteurs publics et politiques locaux et implication progressive dans le système de décision

L'examen des processus de politisation interne et externe de l'*Éprouvette* et de l'*Accueil* a permis de mettre en évidence deux paradoxes : tout d'abord, c'est dans l'association dirigée exclusivement par des jeunes en direction de jeunes que le degré de politisation interne et externe est le plus élevé, et ce malgré la grande expérience des membres jeunes et moins jeunes qui composent l'autre association; ensuite, ce n'est pas parce que les objectifs d'une association sont en eux-mêmes éminemment politiques (ici, la prise en charge des demandeurs d'asile pour pallier les limites de l'action des pouvoirs publics) que le fonctionnement de ladite association se révèle lui-même politique. Au

contraire, ce sont plutôt la structuration du projet associatif, l'incontestabilité du *leadership* et l'interconnaissance des porteurs qui semblent influencer cette dimension (Sawicki et Siméant, 2009). C'est de ce socle que dépendent, d'une part, les places accordées aux bénéficiaires et le bon déroulement des principes d'accompagnement et, d'autre part, la capacité et la volonté de trouver une place dans le jeu politique local.

Cependant, d'autres éléments semblent également significatifs pour éclairer ce paradoxe et permettent sans doute de monter en généralité en allant au-delà des deux cas étudiés ici.

Un élément central de compréhension est le conflit de générations qui traverse l'*Accueil* et qui empêche l'émergence de processus de politisation collective. Alors que les jeunes bénévoles ont souvent une expérience militante indéniable, alors qu'ils sont plutôt partisans d'une politisation plus affirmée de l'association, à la fois en interne et en externe, leurs plaidoyers pour la tolérance et pour les méthodes de fonctionnement collectif les conduisent à un piège et les empêchent de s'affirmer par rapport aux plus anciens qui ne partagent pas leurs convictions. Cette situation est assez spécifique, mais elle n'est pas non plus une exception : nombre d'associations françaises sont aujourd'hui marquées par la prédominance des adultes. Le travail de terrain dans le cadre plus général de la recherche a permis, d'ailleurs, de mettre à jour la permanence de ce problème dans pratiquement l'ensemble des associations du territoire investigué.

Un autre élément est sans doute à rechercher du côté des actions développées auprès des bénéficiaires. Dans un cas, on trouve une approche collective dans laquelle la formation d'un groupe est déterminante pour soutenir une cause publique. Dans l'autre, les relations sont plutôt individuelles. En effet, même s'il y a quelques cours collectifs, la plupart des actions de suivi (conseils administratifs, de santé, relatifs au logement, etc.) s'organisent par paire bénévole/demandeur d'asile. Les bénévoles ne se croisent que très peu et les bénéficiaires n'entretiennent pas nécessairement de relations amicales entre eux (ils se voient un peu entre compatriotes, et encore cela dépend de leur ethnie d'origine). On peut imaginer que cet élément de compréhension est transposable : soit le projet préexiste à l'action et est porteur d'un message politique clair auquel peuvent se rattacher les bénévoles, soit le projet politique se construit chemin faisant, mais pour cela il faut des espaces de rencontres collectives (formelles et informelles) pour y parvenir.

Un autre facteur est celui des effets perçus de la mobilisation politique dans les deux cas. Alors que les porteurs de l'*Éprouvette* nourrissent la conviction de pouvoir influencer de manière effective les contenus des politiques publiques locales adressées à la jeunesse et jouer ainsi un rôle de contre-pouvoir (Nez, 2012), les bénévoles de l'*Accueil* sont, pour une partie d'entre eux, désillusionnés vis-à-vis de la portée potentielle de l'action et semblent donc préférer se concentrer sur l'accompagnement des publics plutôt que de perdre leur énergie à interpellier des pouvoirs publics faisant la sourde oreille. Ceux qui ne partagent pas cette attitude vont éventuellement militer en parallèle dans d'autres associations ou collectifs plus radicaux (et même rejoindre l'*Éprouvette* pour certains). Cet aspect renvoie aux éléments plus généraux de compréhension des carrières de l'engagement bénévole (Fillieule, 2001) qui permettent de monter en généralité sur ces questions.

Enfin, une autre dimension est celle de la capacité des bénéficiaires à se mobiliser collectivement pour défendre leur cause. Si les jeunes bénéficiaires de l'*Éprouvette* sont pour partie en situation d'exclusion sociale, la plupart vivent des transitions finalement assez ordinaires vers l'âge adulte et peuvent, à ce titre, rejoindre des mouvements de contestation comme le reste de la population des jeunes. Ils ont d'ailleurs participé pour une large part aux manifestations contre la loi El Khomri et au mouvement Nuit debout. Les demandeurs d'asile et autres migrants qui fréquentent l'*Accueil* (en particulier ceux qui ont épuisé toutes les formes de recours) n'ont pas cette possibilité : la situation politique française ne les touche pas nécessairement directement, beaucoup sont très inquiets à cause des événements qui affectent leur pays, certains craignent de se faire arrêter s'ils participent à telle ou telle manifestation (Halluin-Mabillot, 2012). Ce point apparaît central ici car les bénévoles ne peuvent pas s'appuyer sur les bénéficiaires pour développer leur cause publique. Cette dimension semble également importante pour pouvoir monter en généralité : la constitution d'une cause commune entre bénévoles et destinataires constitue indéniablement un atout pour des associations de jeunes dont on a vu qu'elles étaient par nature précaires (faiblement financées et reposant exclusivement sur des contrats de travail peu stables).

Ce sont par conséquent toutes ces facettes qui sont à prendre en considération lorsque l'on essaie de comprendre ce qui conforte ou non les processus de politisation au sein des associations locales de jeunes.

5. Conclusion

L'analyse proposée a permis d'identifier un ensemble d'éléments concrets liés aux fonctionnements associatifs qui permettent à des associations de jeunes, ou composées principalement de jeunes, de se politiser à la fois dans leur organisation interne et dans leur capacité à analyser le contexte politique qui les entoure et à interpeller les responsables politiques locaux.

Ce faisant, elle apporte un éclairage supplémentaire aux travaux portant sur les associations et la politisation, et qui s'étaient jusqu'alors plutôt intéressés aux profils des membres des associations et aux raisons de l'engagement bénévole, voire à leur impact sur l'action publique. En adoptant la perspective qui est la nôtre, nous avons en quelque sorte « ouvert la boîte noire » du fonctionnement associatif pour donner à voir les conditions qui favorisent ou au contraire freinent l'émergence d'une vision politique partagée par l'ensemble des membres. L'analyse fine des mécanismes, permise par la collecte de données variées, permet de tirer les leçons de la difficulté du passage de la politisation individuelle des membres associatifs à une politisation collective du projet et de son fonctionnement.

En nous intéressant plus particulièrement à des associations de jeunes, cette mise à jour des éléments concrets du fonctionnement associatif laisse apparaître les facteurs qui permettent à des projets associatifs de jeunes de s'ancrer dans le champ du politique et, ainsi, d'agir sur les politiques publiques locales des territoires dans lesquels ils œuvrent. Cette dimension apparaît particulièrement éclairante dans la mesure où, premièrement, elle montre que les jeunes ne désertent pas les formes classiques d'engagement desquelles relève l'organisation associative. Deuxièmement, cette mise en évidence révèle le fait que les jeunes membres associatifs peuvent être très dotés du point de vue de la compréhension des enjeux politiques internes et externes qui

touchent leurs projets et de ce fait les conduire à s'implanter durablement, en cohérence avec leurs ambitions de départ. On peut en déduire que certains projets associatifs de jeunes, au contraire, ne parviennent pas jusqu'à la sphère politique, non pas parce que les membres des associations ne sont pas politisés, mais parce que le fonctionnement associatif fait que le passage du point de vue politique individuel au projet politique collectif ne parvient pas à s'enclencher. Troisièmement, cette perspective démontre le fait que les porteurs des projets peuvent se trouver tout à fait en capacité d'interpeller les responsables politiques locaux et ainsi de contribuer à une évolution potentielle du contenu de l'action publique locale.

Bibliographie

- Battegay, A. et A. Boubeker (2001). L'action associative des jeunes Maghrébins. Entre affirmation d'un droit de cité et pratiques urbaines. *Les annales de la recherche urbaine*, 89 (1), 95-101.
- Béal, V. (2012). « Résoudre les tensions entre généralisation et singularité par l'écriture comparative? », *Revue internationale de politique comparée* 19 (1): 39-59.
- Becquet, V. (dir.). (2014). *Jeunesses engagées*. Paris: Éditions Syllepse.
- Bidart, C. (2008). Dynamiques des réseaux personnels et processus de socialisation : évolutions et influences des entourages lors des transitions vers la vie adulte. *Revue française de sociologie*, 49 (3), 559-583.
- Blondiaux, L. (2008). *Le nouvel esprit de la démocratie, actualité de la démocratie participative*. Paris : Éditions du Seuil.
- Boucher, M. (2017). L'intervention sociale collective et communautaire. Réalités, atouts et limites. Introduction. *Revue Sciences et actions sociales*, 6. En ligne : <https://www.sas-revue.org/35-n-6/articles-n-6/85-introduction-n6>
- Boutin, L. (2016). *Mouvements contestataires et pouvoirs publics à Rennes : un dialogue impossible ?* Mémoire pour l'obtention du master 2. Jeunesse : politiques et prises en charge, École des hautes études en santé publique, Rennes.
- Carrel, M. (2006). Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire. *Politix*, 75 (3), 33-51. doi : org/10.3917/pox.075.0033
- Cefaï, D., M. Carrel, J. Talpin, N. Eliasoph et P. Lichterman (2012). Ethnographies de la participation. *Participations*, 3 (4), 7-48. doi : org/10.3917/parti.004.0005
- Coenen-Huther, J. (2003). Le problème de la preuve en recherche sociologique qualitative, *Revue européenne des sciences sociales*, XLI (128), 36-74. doi : 10.4000/ress.380
- Dauvin, P. et J. Siméant (2002). *Le travail humanitaire: les acteurs des ONG du siège au terrain*. Paris : Presses de Sciences Po.
- De Luigi, N., A. Martelli et I. Pitti (2018). New forms of solidarity and young people: An ethnography of youth participation in Italy. In S. Pickard et J. Bessant (dir.), *Young people regenerating politics in times of crisis* (p. 253-296). New York, NY: Palgrave Macmillan.

- Déloye, Y. et F. Haegel (2016). Politisation. In O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi, et V. Tiberj (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques* (p. 323-346). Paris : Presses de Sciences Po.
- Duchesne, S. et C. Hamidi (2001). Associations, politique et démocratie, les effets de l'engagement associatif sur le rapport au politique. In C. Andrieu, G. Le Béguec et D. Tartakowsky (dir.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle* (p. 625-643). Paris : Publications de la Sorbonne.
- Farge, A. (2013). La part de l'émotion. *Socio-Anthropologie*, 27. En ligne : <http://sociologies.revues.org/182>
- Fassin, D. (2008). L'anthropologie entre engagement et distanciation, essai de sociologie des recherches en sciences sociales sur le sida en Afrique. In D. Fassin et A. Bensa (dir.), *Les politiques de l'enquête (II) : vers une anthropologie critique* (p. 41-66). Paris : Éditions La Découverte.
- Faure, S. et M.-C. Garcia (2005). *Culture hip-hop, jeunes des cités et politiques publiques*. Paris : Éditions La Dispute.
- Fillieule, O. (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel : Post scriptum. *Revue française de science politique*, 51 (1), 199-215. doi : org/10.3917/rfsp.511.0199
- Fung, A. (2003). Associations and democracy: Between theories, hopes, and realities, *Annual Review of Sociology*, 29, 515-539.
- Gallant, N. et S. Garneau (dir.). (2016). *Les jeunes et l'action politique : participation, contestation, résistance*. Québec : Presses universitaires de Laval.
- Gardien, E. (2013). Embarquement du chercheur : de l'hybridation des savoirs scientifiques. *Socio-Anthropologie*, 27. En ligne : <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1433>
- Glaser, B. G., A. L. Strauss, K. Oeuvray, M.-H. Soulet et P. Paillé (2010). *La découverte de la théorie ancrée stratégies pour la recherche qualitative*. Paris : Armand Colin.
- Gontier, P., C. Donsac et C. Vachée (2014). *Hybridation de la ressource humaine dans les associations : déterminants et effets. Secteur non marchand, milieux associatifs, organismes communautaires : des mondes en recomposition*. Bruxelles, Belgique. En ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01532034/file/Pr%C3%A9sentation%20Gontier%20Donsac%20Vach%C3%A9.pdf>
- Greissler, E. (2014). L'engagement des jeunes en situation de marginalité : Une part d'ombre ? *Lien social et politiques*, 71, 51-68. doi : org/10.7202/1024738
- Greissler, E. (2015). Les contours de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité. *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 14, printemps 2014, mis en ligne le 8 janvier 2015, consulté le 24 septembre 2019. En ligne : <http://journals.openedition.org/sejed/7648>

- Halluin-Mabillot, E. (d') (2012). *Les épreuves de l'asile: Associations et réfugiés face aux politiques du soupçon*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Hamidi, C. (2006). Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration. *Revue française de science politique*, 56 (1), 5-25. doi : org/10.3917/rfsp.561.0005
- Hamidi, C. (2010). *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans les associations de quartier*. Paris : Éditions Economica.
- Hamidi, C. (2016). Associations, politisation et action publique. In O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi et V. Tiberj (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques* (p. 347-370). Paris : Presses de Sciences Po.
- Hammersley, M. (2007). The issue of quality in qualitative research. *International Journal of Research & Method in Education*, 30 (3), 287-305. En ligne : <https://doi.org/10.1080/17437270701614782>
- Harvard Duclos, B. et S. Nicourd (2005). *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Paris : Payot.
- Lacroix, I. et L. Lardeux, L. (2018). L'engagement de jeunes dans des causes et des pratiques radicales. *Agora débats/jeunesses*, 3 (80), 41-52.
- Laville, J.-L. et A. Salmon (dir.). (2015). *Associations et action publique*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Leclercq, C. et J. Pagis (2011). Les incidences biographiques de l'engagement: Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction. *Sociétés contemporaines*, 84 (4), 5-23. doi : org/10.3917/soco.084.0005
- Martinot-Lagarde, P. et B. Hériard-Dubreuil (2008). De nouvelles formes d'engagement. *Projet*, 305 (4), 48-54. En ligne : <https://doi.org/10.3917/pro.305.0048>
- Muxel, A. (2001). *L'Expérience politique des jeunes*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Muxel, A. (2018). *Politiquement jeune*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube ; Paris : Fondation Jean Jaurès.
- Nez, H. (2012). De l'expertise associative à la formation d'un contre-pouvoir. Action collective et concertation à Paris Rive Gauche. *Espaces et sociétés*, 4 (151), 139-154.
- Paul, M. (2009). Autour du mot accompagnement. *Recherche et Formation*, 62, 129-139.
- Péchu, C. (2001). Les générations militantes à droit au logement. *Revue française de science politique*, 51 (1), 73-103. doi : org/10.3917/rfsp.511.0073
- Pickard, S. et J. Bessant (dir.). (2017). *Young people regenerating politics in times of crisis*. New York, NY: Springer International Pub.

- Pleyers, G. et M. Glasius, M. (2013). La résonance des « mouvements des places » : Connexions, émotions, valeurs, *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 2, 59-80. doi : org/10.4000/socio.393
- Poisson, F. (2018). Articuler l'accompagnement des jeunes et leurs engagements individuels : l'exemple d'une junior association, *Informations sociales*, 4 (195), 116-125,
- Pruvost, G. (2015). Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste. *Sociologie du travail*, 57 (1), 81-103. doi : org/10.1016/j.soctra.2014.12.006
- Sawicki, F. et J. Siméant (2009). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, 51, 97-125. doi : i:10.1016/j.soctra.2008.12.006
- Siméant, J. (1998). *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Simonet, M. (2010). *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?* Paris : Éditions La Dispute.
- Soulé, B. (2007). Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches qualitatives*, 27 (1), 127-140.
- Thoury, C. (2017). *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation: construction identitaire et parcours politiques*. Paris : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3.
- Vermeersch, S. (2004). Entre individualisation et participation: l'engagement associatif bénévole. *Revue française de sociologie*, 45 (4), 681-710.
- Walther, A. (s.d.). *Partispace*. Repéré à <http://partispace.eu/>
- Zegnani, S. (2013). *Dans le monde des cités: de la galère à la mosquée*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.